

# Capitalisme : la fin de l'histoire ?

**EPISODE 7.** François-Xavier Oliveau: « Le progrès technique et la technologie font baisser les prix, c'est une forme de création de richesse ». Le capitalisme est-il au bord de la rupture ?

S'il n'y en avait qu'un, quel reproche formuleriez-vous à l'encontre du capitalisme tel qu'il fonctionne aujourd'hui ?

Pour moi, c'est la façon dont on crée et dont on gère la monnaie. C'est un sujet sur lequel le capitalisme trébuche depuis pratiquement plus d'un siècle, depuis l'abandon de l'étalon-or en 1914, puis définitivement en 1971 lors des accords de Bretton Woods. Depuis cette date, le monde capitaliste a un problème majeur d'endettement de tous ses agents économiques, les Etats, les entreprises, les ménages. Nous sommes face à un déséquilibre structurel et mécaniquement croissant, qui a des effets très néfastes sur la distribution des gains du capitalisme. De facto, l'argent est créé sous forme de dette, qui profite aux plus aisés car, par définition, la capacité d'endettement est directement liée au patrimoine. La façon dont on crée de l'argent favorise les possédants en proportion de ce qu'ils possèdent. Ce mécanisme est très inégalitaire, ce qui sappe la base du capitalisme et sa légitimité.

En quoi votre proposition de dividende monétaire permettrait-elle de corriger cette anomalie ?

Le postulat de base, qu'il faut bien comprendre, c'est qu'il est nécessaire de créer de la monnaie. Plus on crée de richesse, plus on a besoin de monnaie pour stabiliser les prix. Or on produit de la richesse à la fois par la croissance économique, et par la baisse des prix qu'on donne du pouvoir d'achat. On l'oublie trop souvent mais le progrès technique et la technologie font baisser les prix, c'est une forme de création de richesse. Face à cela, étonnamment, on crée une monnaie temporaire : la dette. Je m'explique : vous créez de la monnaie en empruntant pour acheter un logement, par exemple. Mais cette monnaie est détruite au fur et à mesure que vous remboursez cet emprunt. D'un côté, le capitalisme a besoin de plus en plus de monnaie, de l'autre, la monnaie créée est détruite au moment où elle est remboursée. Il s'en crée alors à travers de nouvelles dettes, une montagne de plus en plus haute de dettes. C'est purement mécanique, et cela aboutit à cette stimulation absurde de l'endettement par des taux d'intérêt négatifs.

C'est-à-dire ?

Les taux négatifs ne sont pas justifiables si on raisonne en termes de dette, mais ils le sont si on raisonne en termes de monnaie. Les taux baissent sans discontinuer depuis quarante ans pour stimuler la création monétaire. Avec ces taux désormais négatifs, la banque centrale rémunère en quelque sorte son principal canal de distribution de monnaie, les Etats, incités à



HANNAH ASSOULINE



emprunter et à diffuser cette monnaie dont l'économie a absolument besoin. Mon argument est de dire que nous ne sommes pas obligés de créer de la monnaie par de la dette. On peut le faire de manière « pérenne », sans qu'elle doive être remboursée. Comment distribuer cette monnaie définitive ? La façon la plus juste et démocratique, c'est de distribuer à tous les citoyens, chaque mois, un même montant d'argent. Ce n'est ni à objectif social ou de revenu universel, il s'agit d'un dispositif purement monétaire, lié au niveau d'inflation. Si elle est inférieure à votre cible de 2%, par exemple, vous distribuez, mettons 50 ou 100 euros à tous les ménages pour qu'ils consomment, ce qui permettra de porter l'inflation à 2%. Inversement, si elle dérape, vous ne distribuez rien. Il s'agit bien d'un dispositif de régulation des prix. Dans ce système, la dette est recentrée sur son rôle principal : financer l'économie et non pas créer de la monnaie, avec des taux qui peuvent redevenir positifs.

N'est-ce pas donner beaucoup de pouvoir aux banquiers centraux, qui ne sont pas élus ?

Ce mécanisme leur enlève plutôt ! Actuellement, les banquiers centraux ont un pouvoir discrétionnaire incroyable puisqu'ils choisissent leur mode d'intervention (taux, rachats d'actifs, TLTRO...). Dans mon schéma, ce n'est plus le cas, ils ont le même pouvoir qu'un thermostat. Leur rôle est d'estimer le montant de monnaie nécessaire pour atteindre la cible d'inflation. Dans le cas actuel d'une inflation qui se réveille pour des rai-

sons conjoncturelles, la Banque centrale cesserait son injection de monnaie.

Cela ferait plaisir aux plus « faucons » de la BCE, mais cela mettrait-il fin à la crise du capitalisme ?

Cela réglerait beaucoup de problèmes, dès lors que la manière de créer de la monnaie est un défaut majeur du capitalisme actuel. Les Etats n'étant plus poussés à s'endetter, on pourrait même, pourquoi pas, imposer une règle d'équilibre budgétaire. Par ailleurs, la société serait plus égalitaire et donc plus stable socialement.

Votre mesure n'est pas de nature sociale, dites-vous. Le capitalisme n'a pas besoin d'être plus social ?

Le capitalisme peut rester tel qu'il est, c'est-à-dire une incitation à la création de valeur, à l'entrepreneuriat. Il est en crise, mais n'oublions pas que le monde lui doit son développement économique. En revanche, il doit franchir une étape. En corrigeant le mécanisme de création monétaire, on corrigera en grande partie le problème des inégalités à la source. Il ne sera pas nécessaire d'inventer de nouveaux modes de redistribution.

La désinflation technologique, dont vous parlez dans votre livre, ne va-t-elle pas être supplantée par l'inflation liée à la transition écologique, qui risque de créer d'autres inégalités ?

Je n'y crois pas une seconde. La vitesse d'évolution des technologies propres est fascinante. Les cellules photovoltaïques des panneaux solaires et des batteries ont vu leur coût divisé par 10 en dix ans. Ces technologies sont massivement déflationnistes. La moitié des technologies de décarbonation sont à retour positif, c'est-à-dire qu'elles sont moins chères que les technologies carbonées qu'elles remplacent, cette proportion augmente tous les jours. Pour les autres, leur surcoût est somme toute faible. La plupart deviennent rentables en facturant la tonne de carbone 100 euros. Pour la France, émettrice nette de 400 millions de tonnes de CO2 par an, cela représente 40 milliards d'euros, moins de 2% du PIB. C'est une charge dérisoire, qui peut être traitée par une taxe carbone, financée par la baisse d'autres taxes. Le surcoût de la transition environnementale est un mythe, c'est un non-sujet. La vitesse des évolutions technologiques est phénoménale.

Interview Muriel Motte  
@murielmotte

**Prochain épisode**  
Thibault Lamsade : « On ne peut pas verser de dividendes sans verser de participation »



La crise de l'abondance

Directeur associé d'Initiative & Finance, François-Xavier Oliveau accompagne la transition environnementale d'ETI.